



L'annonce début avril de tarifs douaniers largement supérieurs aux attentes par l'administration Trump a créé un climat d'incertitudes généralisé susceptible d'impacter la croissance de l'économie mondiale dans les mois à venir. Dès lors, les statistiques publiées pour le compte du premier trimestre ne sont guère représentatives de l'évolution future, la plupart des consommateurs et entreprises ayant agi en anticipation de l'annonce des tarifs douaniers, entraînant des distorsions majeures. Ainsi, aux Etats-Unis, le PIB a reculé de 0,3% en rythme annualisé, en raison d'une forte augmentation du déficit de la balance commerciale suscitée par la flambée des importations. Bien que la croissance de la consommation domestique se soit modérée, elle est restée ferme, affichant une progression de 1,8%. En zone euro, le PIB a progressé de 0,4%, soit le double des attentes, marquant le cinquième trimestre consécutif de croissance. Les enquêtes menées auprès des chefs d'entreprises européens suggèrent toutefois un impact négatif des droits de douane américains sur la marche des affaires dans les prochains mois. En Chine, le PIB a augmenté de 5,4% en rythme annuel en raison d'une accélération des exportations avant la mise en place des droits de douane. Les autorités publiques envisagent de mitiger les effets négatifs de la politique tarifaire américaine par des mesures additionnelles de stimulation fiscale. Au Japon, les barrières tarifaires réduisent le potentiel de croissance de l'économie fortement tournée vers les exportations.

Bien que la tendance baissière de l'inflation se soit poursuivie aux Etats-Unis au mois de mars, elle pourrait se retourner dans les prochains mois en raison des augmentations de prix résultant des droits de douane. Ainsi, le taux d'inflation global a reculé de 2,8% en février à 2,4% en mars alors que l'inflation hors énergie et alimentation est passée de 3,1% à 2,8%. Le déflateur des dépenses de consommation hors énergie et alimentation, qui constitue l'indicateur de prix favori de la Réserve fédérale, a baissé de 3,0% à 2,6%. Dans la zone euro, l'inflation fait du surplace. En avril, le taux d'inflation global est resté inchangé à 2,2%. Le taux d'inflation hors énergie et alimentation a toutefois augmenté de 2,4% à 2,7%.

La Réserve fédérale américaine n'a pas tenu de réunion au mois d'avril. Lors d'un discours à Chicago, son président Jerome Powell a maintenu son appétence en faveur d'une approche attentiste après l'annonce des droits de douane afin de mieux pouvoir évaluer leur impact sur l'inflation et la croissance économique. En zone euro, la Banque centrale européenne a encore réduit son taux de dépôt de 25 points de base pour le ramener à 2,25%. L'effet négatif des droits de douane américains sur la croissance européenne, la remontée de l'euro et la faiblesse des prix pétroliers pourraient inciter les autorités monétaires à baisser à nouveau leurs taux directeurs lors de la prochaine réunion au mois de juin.



En avril, les rendements des obligations d'Etat américains se sont avérés volatils, baissant juste après l'annonce des droits de douane, puis repartant à la hausse, les investisseurs remettant en question le statut d'actif refuge ultime des bons du trésor US au vu des pratiques menaçantes adoptées par la nouvelle administration américaine à l'égard des partenaires commerciaux. L'annonce postérieure de la suspension de la plupart des tarifs douaniers pour 90 jours a de nouveau engendré une détente des taux longs, ces derniers finissant le mois sur des niveaux quasiment inchangés. En zone euro, les rendements obligataires se sont détendus en raison de l'impact défavorable des droits de douane américains sur la croissance conjoncturelle du vieux continent. Ainsi, le taux de référence à 10 ans a reculé de 4,21% à 4,16% aux Etats-Unis, de 2,74% à 2,44% en Allemagne, de 3,45% à 3,17% en France, de 3,87% à 3,56% en Italie et de 3,37% à 3,11% en Espagne. Depuis le début de l'année, l'indice 'JP Morgan EMU Government Bond Index' a progressé de 0,7%.

Bien que les marchés boursiers aient été très volatils au courant du mois d'avril, ils ont fini le mois à des niveaux presque inchangés par rapport à ceux de fin mars. La volte face de Donald Trump, annonçant des tarifs douaniers lors du « Liberation Day » le 2 avril pour les suspendre en partie de 3 mois quelques jours plus tard explique les hauts et les bas des cours boursiers. Ainsi, la baisse de 4,1% de l'indice des actions mondiales MSCI All Country World Index Net Total Return exprimé en euros s'explique dans sa quasi entièreté par le recul du dollar. En devise locale, les principaux indices boursiers se sont peu repliés. Ainsi, le S&P 500 aux Etats-Unis a baissé de 0,8% (en USD) et le STOXX Europe 600 de 1,2% (en EUR), alors que le Topix au Japon a même progressé de 0,3% (en JPY) et l'indice MSCI Emerging Markets de 1,0% (en USD). Au niveau sectoriel, la consommation de base, les services publics et l'industrie ont le moins reculé alors que l'énergie, la santé et la consommation discrétionnaire ont affiché les baisses les plus notables.

En avril, l'euro a poursuivi son rebond face au dollar en passant de 1,08 à 1,13. Durant le mois, le taux de change euro dollar a même atteint le niveau de 1,15, un nouveau plus haut depuis novembre 2021. L'usage excessif par les Etats-Unis de sa puissance économique, financière et militaire pour mettre sous pression ses partenaires commerciaux semble mettre en péril le caractère de devise refuge ultime du dollar américain. Parallèlement, le cours de l'once d'or s'est encore apprécié, touchant même temporairement la barre des 3500 USD. Sur l'ensemble du mois, le cours de l'once d'or a finalement progressé de 3124 USD à 3289 USD, ce qui correspond à une hausse de 5,3%. Le cours de l'once d'argent a par contre reculé de 4,3% de 34,1 USD à 32,6 USD.



Ce document a été rédigé par BLI - Banque de Luxembourg Investments ("BLI"), avec la plus grande attention et le plus grand soin. Les visions et opinions formulées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne doivent en aucun cas lier BLI. Les informations économiques et financières incluses dans cette publication sont communiquées à des fins d'information uniquement sur la base des informations connues à la date de publication. Ces informations ne constituent pas un conseil d'investissement, une recommandation ou incitation à investir, ni ne doivent être interprétées comme des conseils légaux ou fiscaux. Chaque information doit être utilisée avec la plus grande précaution. BLI ne donne aucune garantie quant à l'exactitude, la fiabilité, la récence ou l'exhaustivité de ces informations. La responsabilité de BLI ne pourra pas être invoquée du fait de la fourniture de ces informations ou en tant que résultante d'une décision prise par une personne, que celle-ci soit cliente de BLI ou non, basée sur ces informations, cette personne restant seule responsable de ses propres décisions.

Les personnes intéressées doivent s'assurer qu'elles comprennent les risques inhérents à leurs décisions d'investissement et doivent s'abstenir d'investir tant qu'elles n'ont pas soigneusement évalué, en collaboration avec leurs propres conseillers professionnels, l'adéquation de leurs investissements à leur situation financière spécifique, en particulier concernant les aspects légaux, fiscaux et comptables.

Il est également rappelé que les performances passées d'un instrument financier ne préjugent en rien des performances futures.